

Nkurunziza souligne l'engagement du Burundi pour la stabilité de la RDC

PANA, 02 octobre 2012NBujumbura, Burundi - Le président du Burundi, Pierre Nkurunziza, a déclaré mardi que son gouvernement allait œuvrer à la stabilité de l'Est de la RD Congo en proie à une rébellion armée. "L'activité est dans un contexte sécuritaire régional tendu, marqué par la guerre à l'Est de la RD Congo, pays frère et voisin", a-t-il déclaré à l'occasion du lancement officiel des travaux de la Commission nationale chargée du projet de Stratégie nationale de sécurité.

"Nous profitons de cette occasion pour réaffirmer la disposition de notre gouvernement à œuvrer pour la stabilité de l'Est de la RD Congo et redire notre attachement aux valeurs de paix et de sécurité. Nous allons donner notre contribution pour le retour à la paix dans ce pays, que ce soit dans le cadre régional, de l'Union africaine ou des Nations unies", a ajouté le président Nkurunziza. La communauté internationale est à pied d'œuvre pour mettre en place une "force neutre" chargée de sécuriser l'Est de la RD Congo face à la montée en puissance de la rébellion du M23 et ses soutiens supposés. La Conférence internationale sur la paix dans la région des Grands Lacs avait dernièrement exclu de cette force neutre le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda à cause de leur voisinage avec la RD Congo. L'insécurité à l'Est de la RD Congo dernièrement encore invitée sur la scène politico-diplomatique burundaise suite à une demande d'asile d'un opposant congolais, Roger Lumbala, à l'ambassade d'Afrique du Sud au Burundi. Le gouvernement congolais voulait son extradition pour répondre de sa complicité supposée avec le M23 qui contrôle depuis quelque temps une importante portion de l'Est de la RD Congo. Des tractations diplomatiques tous azimuts entre le Burundi, la RD Congo et l'Afrique du Sud ont débouché sur le départ en catimini de l'opposant congolais pour la France. L'insécurité au Congo crée des mouvements de populations difficilement gérables et on estime à près de 30.000 le nombre de Congolais demandeurs d'asile au Burundi.